

L'ajournement

La SCA a décidé de prendre la place de l'agriculteur, en engageant des exploitants pour remettre la terre en état. Elle devra bien entendu payer les impôts requis. Par conséquent, elle deviendra bientôt l'une des principales exploitations agricoles du pays. A un moment donné, elle devra réévaluer sa situation, et voir si elle doit essayer de louer la terre l'an prochain ou de trouver un acheteur à n'importe quel prix. Cette année, la Société espère encore recouvrer l'essentiel de la dette due sur ces propriétés. Dans la plupart des cas, c'est impossible. Si la valeur de la terre avait été équivalente à la dette contractée à son égard, l'agriculteur aurait pu rester en activité neuf fois sur dix. Il n'a pas pu le faire et je suppose que la SCA va avoir beaucoup de mal à réduire ses pertes à l'égard de ces propriétés.

● (1825)

La SCA a dit l'année dernière qu'elle avait perdu environ 90 millions à cause d'une réduction de dette résultant de ces transactions et parce qu'elle avait prévu celle qui viendra à échéance cette année. Elle veut prévoir une marge de sécurité à cet effet.

Je voulais savoir si le gouvernement envisageait un système de location du genre banque foncière ou un système de financement par actions en tenant compte de ce que je considère comme le véritable besoin actuel du pays: trouver une autre solution que la propriété foncière pour permettre aux agriculteurs en difficulté de continuer à cultiver la terre et pour offrir aux jeunes agriculteurs la possibilité de se procurer des terres à un prix abordable et leur accorder une certaine garantie.

Je sais que la Société du crédit agricole a proposé de nombreux programmes de financement par actions aux provinces, aux agriculteurs et à certains établissements de crédit. Je sais par ailleurs que des discussions sont en cours.

Il paraît que cela dépend surtout de l'intérêt que manifesteront les provinces. La SCA a dit que les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta manifestaient à son avis un certain intérêt, et qu'elles voudraient que d'autres investisseurs, notamment un organisme fédéral comme la SCA, apportent le soutien nécessaire à la création d'une telle banque, surtout lorsque personne ne sait à quel point la valeur des terres agricoles a baissé.

Le ministre a prétendu que le gouvernement n'envisageait même pas cette possibilité. Étant donné les activités de sa société d'État, la SCA, et les conseils de certains membres du comité permanent de l'agriculture, notamment du député de Moose Jaw (M. Gottselig), je crois que le ministre aurait dû en dire un peu plus à ce sujet à la Chambre. Il devrait être réaliste. Nous risquons d'être confrontés à un problème de taille. S'il n'a pas de politique financement par actions ou de création de banques foncières, il devrait en soumettre une sans tarder à la Chambre.

M. Blaine A. Thacker (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, il est exact que la valeur des terres agricoles a baissé. Il est aussi exact que le problème est plus grave dans l'ouest que dans l'est du Canada en raison de l'intensité de la concurrence internationale sur le marché des céréales.

Le gouvernement est venu en aide au monde agricole canadien, comme le montrent diverses mesures prises au cours des deux dernières années. L'effondrement a été si dramatique que les garde-fous sociaux existant dans l'agriculture—et il y en avait un bon nombre—ont tout simplement été débordés. Le gouvernement a été obligé d'intervenir. Il a accru ces dispositifs de sécurité de plus de 350 p. 100, en y injectant littéralement des milliards de dollars.

Cela ne signifie toutefois pas que la société canadienne, c'est-à-dire la masse des contribuables, doive à tout prix permettre aux agriculteurs de conserver leur exploitation en toute circonstance. L'agriculture est en pleine restructuration, comme de nombreux autres secteurs de notre économie.

La raison de cette situation, c'est tout simplement l'alliance des libéraux et des néo-démocrates de 1972 à 1974, qui a provoqué une augmentation des dépenses du Canada représentant littéralement des milliards et des milliards de dollars. Ces dépenses ont fait augmenter les taux d'intérêt et provoqué l'inflation. Les agriculteurs qui ont dû payer des taux d'intérêt de 24 p. 100 sont en pleine crise, de même que d'autres secteurs.

M. Althouse: Ça ne tient pas debout.

M. Thacker: Cette inflation a été provoquée par le gouvernement de l'époque, par les libéraux qui se maintenaient au pouvoir grâce au Nouveau parti démocratique. Ce n'est pas la faute de mon collègue, il n'était pas au Parlement à l'époque.

Dans ces circonstances, j'ai l'impression que le rôle du gouvernement est de veiller à ce que ceux qui ont les qualifications voulues et qui souhaitent demeurer dans l'agriculture aient accès à des programmes justes et équitables pour pouvoir améliorer leur situation. La suppression du moratoire de la SCA va dans ce sens, car le Bureau d'examen de l'endettement agricole est un mécanisme qui permet à un agriculteur en difficulté de comparaître devant ces pairs pour s'expliquer. Ces derniers peuvent alors décider s'il a une chance ou non de s'en tirer. Je pense que c'est une bonne procédure, et à mon avis, une procédure équitable.

[Français]

Le président suppléant (M. Paproski): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée être adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 11 heures, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 30.)